



BNP PARIBAS Securities Services
Madame Anne BARREAU
Responsable RH France
ACI : CPC02A1
9 rue du Débarcadère
93500 PANTIN

Pantin, le 20 Janvier 2021

Lettre recommandée avec AR

Madame,

Le SNB BP2S vous a interpellée à de nombreuses reprises, les PV de CSE peuvent en attester, sur le versement d'une indemnité aux salariés qui télétravaillent en cette période de crise sanitaire.

Après des mois à nous avoir répondu qu'il n'était pas prévu de verser une indemnisation aux travailleurs à distance, vous avez fini par vous justifier en expliquant que le travail à distance dans le cadre des mesures organisationnelles liées à la crise sanitaire de la Covid-19 tel que BP2S l'a pratiqué, est organisé en application des dispositions légales applicables en cas d'épidémie notamment, et n'entre pas dans le champ d'application de l'accord d'entreprise sur le télétravail.

Tout comme les salariés qui sont déjà en télétravail régulier un ou deux jours par semaine, les salariés qui ont été mis en télétravail plusieurs jours par semaine du fait de la Covid-19, engagent des frais (consommation d'énergie, connexions, imprimantes, chauffage...) pour les besoins de leur activité professionnelle.

Cependant, à la différence des premiers, ceux-ci ne perçoivent aucune indemnité sous prétexte qu'ils ne relèvent pas de l'accord sur le télétravail en vigueur dans l'entreprise.

D'ailleurs, ceux qui perçoivent une indemnité ne la touchent que pour les jours issus de leur télétravail déjà mis en place et ne perçoivent rien pour les jours de télétravail décidés en raison de l'épidémie.

Nous vous rappelons que l'employeur est tenu par l'obligation générale de prendre en charge les frais professionnels des salariés. Ce principe est rappelé de manière constante par les juges qui visent « la règle selon laquelle les frais professionnels engagés par le salarié doivent être supportés par l'employeur » (Cass. Soc., 25 mars 2010, 08-43.156 ; Cass. soc. 21 mai 2008, n  06-44044, BC V n  108).

Ces frais peuvent être pris en charge soit sur la base des dépenses réelles justifiées, soit par tolérance URSSAF, sous la forme d'allocations forfaitaires sans justificatif dans la limite de 10 à par mois pour une journée de télétravail par semaine (ex. : 50 à par mois pour 5 jours par semaine). Le montant de prise en charge est généralement fixé par accord d'entreprise.

L'ANI du 26 novembre 2020 sur le télétravail précise d'ailleurs que la prise en charge des frais professionnels engagés par le salarié s'applique également aux situations de télétravail en cas de circonstances exceptionnelles ( pid mie...) ou cas de force majeure, ceux-ci devant être supportés par l'employeur.



Au-delà du non-respect du principe de prise en charge des frais qu'un salarié expose pour les besoins de son activité professionnelle, il existe une différence de traitement entre les salariés en télétravail au sein de l'entreprise.

En effet, certains salariés reçoivent une indemnité de 9 euros par jour télétravaillé dans la limite de 2 jours maximum par semaine dans le cadre du télétravail régulier. En revanche, tous ceux qui télétravaillent en raison de la crise sanitaire, y compris les mêmes qui sont indemnisés pour les jours télétravaillés habituellement avant la crise, ne reçoivent rien pour les jours en télétravail du fait de l'épidémie.

Or, en application du principe général d'égalité de traitement entre salariés, que les salariés télétravaillent en raison de la crise ou par choix personnel, ils devraient tous percevoir la même indemnité.

Pour ces raisons, nous vous demandons le versement d'une indemnité à tous les salariés qui sont en télétravail, destinée à compenser les frais engagés pour tous les jours de télétravail quelles que soient les circonstances qui ont conduit à cette forme d'organisation du travail.

Nous sommes ouverts à toute discussion permettant de trouver une solution pour indemniser les salariés et, nous osons croire que vous saurez privilégier le dialogue social plutôt que le recours au juge.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Frédéric GUYONNET
Président

Copie :

- Stéphanie BUREAU, Déléguée syndicale
- Isabelle MEYNIEL, Déléguée syndicale
- Anne PALSKEY, Déléguée syndicale
- Jean-Louis ROBIN, Délégué Syndical